

dira-t-il s'il se propose de présenter un budget régulier d'ici quatre ou six semaines?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je crois que nous devrions d'abord disposer du budget actuel.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Benson:** Avant que nous ayons un autre budget, l'opposition devrait nous permettre de disposer des travaux de la Chambre, du bill sur l'organisation du gouvernement, des deux jours qui restent du débat sur le budget et des mesures qui en découlent.

\* \* \*

### AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### RUMEURS D'INVASION DU LAOS PAR DES TROUPES SUD-VIETNAMIENNES

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Je désire poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question relative aux rumeurs en provenance de diverses parties du monde au sujet d'une invasion du Laos par les troupes sud-vietnamiennes appuyées par l'aviation américaine. Le ministre a-t-il reçu des membres canadiens de la Commission internationale de contrôle, du gouvernement des États-Unis ou de toute autre source des renseignements qui lui permettraient de dire à la Chambre si une telle invasion est en cours?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur l'Orateur. Il semble que la censure des nouvelles s'applique à moi comme à tout le monde.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Le ministre s'est-il mis en rapport avec les représentants canadiens au sein de la Commission internationale de contrôle? Sinon, entreprendra-t-il des démarches en ce sens de façon à éclaircir la rumeur d'une invasion du Laos?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, nous sommes bien entendu toujours en contact avec les membres de la Commission, mais ceux-ci ne savent absolument rien de l'invasion dont parlent les journaux.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Sachant qu'une invasion comme celle-là pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la situation déjà critique au Sud-est asiatique, le ministre a-t-il présenté des instances au gouvernement des États-Unis afin de s'assurer que les opérations militaires présentement en cours dans cette partie du globe ne prendront pas plus d'envergure?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je n'ignore pas à quel point il peut être difficile de se renseigner au sujet d'une invasion appréhendée.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Le ministre a-t-il pu se renseigner là-dessus auprès de nos représentants à Pékin, de ceux de la Chine populaire ici ou à la source même, auprès du Viet-cong?

[M. Orlikow.]

• (3.00 p.m.)

### QUESTION POSÉE AU CABINET

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Selon les nouvelles d'hier soir, il aurait eu une conversation avec les anciens employés de G. Lapalme Inc, qui se promènent devant le Parlement. Est-il vrai qu'il les a invités à un banquet spécial où il leur servirait un mets de choix?

[Traduction]

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

\* \* \*

### LES PARCS NATIONAUX

#### ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—L'AMÉNAGEMENT D'UN SECOND PARC

**M. Melvin McQuaid (Cardigan):** Ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le gouvernement a-t-il l'intention de procéder cette année à l'aménagement d'un second parc national dans l'Île-du-Prince-Édouard et, si oui, quelle région de la province a été retenue pour y installer ce parc?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, nous n'avons aucun projet immédiat pour l'aménagement d'un second parc national à l'Île-du-Prince-Édouard, mais nous entretenons toujours des conversations à ce sujet avec le premier ministre de cette province.

\* \* \*

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### LE CHÔMAGE—LA QUESTION D'AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE AUX PROVINCES ET AUX MUNICIPALITÉS

[Traduction]

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais comme il est absent aujourd'hui, même si son nom figure au tableau de présence, je pourrais peut-être la poser au premier ministre. Comme les pressions se font de plus en plus fortes, apparemment, auprès des bureaux de l'assistance sociale d'un bout à l'autre du Canada, et que les désavantagés réagissent fort mal, comme on l'a vu à Hamilton, le gouvernement songe-t-il à fournir aux municipalités et aux provinces une aide financière d'urgence afin d'alléger leur fardeau en matière de paiement de prestations d'assistance occasionné par le chômage?

**M. l'Orateur:** J'ai l'impression que cette question a été posée hier. J'ai peut-être tort; dans ce cas, le ministre intéressé voudrait peut-être répondre. Mais le député conviendra peut-être avec moi que la question a été posée hier, à peu près de la même façon.

**M. Marshall:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. La question est plus urgente aujourd'hui, et le sera encore davantage demain et tous les jours.